

FICHE DE POSTE

Fonction publique

Fonction publique de l'Etat

Intitulé du poste

Chargé.e d'analyse des signalements F/H

Identification du poste

Catégorie : ☒ A ☐ B ☐ C

Domaine / métier : Lutte contre la fraude

Statut : ☒ vacant ☐ susceptible d'être vacant

Nature de l'emploi : ☒ emploi ouvert aux titulaires et aux contractuels ☐ ouvert uniquement aux contractuels

Emploi de référence RMFP : Chargée / Chargé d'opérations de contrôle

Code EP : FPCTL004

Affectation

Direction/pôle : Direction de la maîtrise des risques (DMR)

Département/service : Service lutte contre la fraude (SLCF),

Date de vacance du poste :

Nom et Prénom de la personne à remplacer (le cas échéant) :

Localisation : ☐ Opéra ☒ Port Royal

Déplacement : ☐ oui ☒ non

Contrat

Télétravail possible : ☒ oui ☐ non

Management : ☐ oui ☒ non

Temps plein : ☒ oui ☐ non (préciser la durée du temps partiel)

Nature du contrat : ☒ besoin pérenne ☐ besoin temporaire (moins de 12 mois)

Durée du contrat : 3 ans

Descriptif du poste

Vos principales missions

Le/la chargé.e d'analyse des signalements contribue à la mise en œuvre de la politique de lutte contre la fraude dans le cadre du pilotage, prise en charge, suivi et analyse des signalements fraude.

Positionnement hiérarchique :

Le/la chargé.e d'analyse des signalements est rattaché.e à la cheffe de l'unité expertise et analyse des signalements fraude

Vos principales activités :

Les missions du/de la chargé.e d'analyse des signalements aura pour mission :

- **La prise en charge et suivi des signalements:** Assurer l'enregistrement, la traçabilité et le suivi des signalements

dans les outils du service ; vérifier la complétude des informations disponibles et solliciter, si nécessaire, des éléments complémentaires auprès des services concernés.

- **L'analyse et qualification des signalements:** Analyser les faits rapportés, les pièces disponibles et le contexte des situations ; distinguer les faits établis, les indices et les éléments restant à vérifier ; apprécier la nature et le niveau de risque des situations ; préqualifier les irrégularités ou phénomènes de fraude potentiels et proposer une orientation adaptée
- **L'identification et massification des schémas frauduleux:** Rapprocher les informations issues de plusieurs signalements et des données disponibles au sein de l'Agence afin d'identifier des récurrences, des modes opératoires, des acteurs ou des pratiques susceptibles de révéler un schéma frauduleux. Mobiliser, lorsque cela est pertinent, les compétences d'analyse de données du service pour vérifier l'étendue d'un phénomène et documenter les résultats, leurs limites et les points restant à confirmer.
- **La définition et le suivi des suites :** Consolider les éléments utiles à la décision et proposer, en lien avec la hiérarchie et les directions concernées, les suites internes appropriées : demandes de vérifications complémentaires, contrôles sur pièces, contrôles renforcés ou contrôles sur place, selon les procédures applicables. Travailler en lien avec la Direction des affaires juridiques pour la mise en œuvre de mesures administratives ou suites contentieuses.
- **La coopération avec les partenaires :** Identifier les administrations, services de contrôle ou autorités judiciaires susceptibles d'intervenir au regard de la nature des faits et des compétences de chacun. Préparer et documenter les transmissions utiles, notamment dans le cadre des protocoles de coopération existants, et contribuer aux échanges avec les partenaires afin de faciliter la qualification des situations et la coordination des actions. Assurer le suivi des transmissions dans le respect des règles applicables en matière de confidentialité et de communication des informations.
- **La production d'analyses et amélioration des processus:** Rédiger des notes, fiches d'analyse et éléments de reporting permettant de rendre compte des signalements, des tendances observées et des suites engagées. Contribuer aux bilans et synthèses du service, procédures et circuits de traitement des signalements.

Activités transversales

- Participer aux réunions et instances dédiées à la lutte contre la fraude et contribuer aux travaux collectifs du service LCF.
- Contribuer à la préparation des reportings et synthèses globaux, et les supports destinés aux instances de gouvernance de l'Agence.
- Partager les enseignements utiles avec les autres agents du service et contribuer à une vision transversale des phénomènes frauduleux affectant les différentes aides de l'Agence.

Descriptif du profil recherché	
Le profil idéal	Diplôme en administration, droit, audit, gestion, risques ou équivalent Expérience dans la lutte contre la fraude, le contrôle interne ou la conformité. Connaissance des procédures et méthodes de contrôles et d'analyses de dossiers. Connaissance des outils informatiques, notamment Excel.
A PROPOS DE L'OFFRE	
Informations complémentaires	Recrutement par : - Contrat de droit public d'une durée de trois ans ; - Détachement sur contrat d'une durée de trois ans pour les agents titulaires de la fonction publique d'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière. Contrat de 37h30 par semaine / 7h30 par jour Droits à congés de 25 congés annuels / 15 RTT Télétravail : sur autorisation, à hauteur de 2 jours par semaine
Compétences	- Capacité à détecter et analyser les anomalies et irrégularités - Compétences rédactionnelles - Capacité à utiliser des outils d'extraction informatique et manipulation des données dans des tableurs - Capacité d'analyse et esprit critique - Aptitude à travailler en transversalité - Rigueur et méthodologie - Sens de la confidentialité et de l'éthique. - Esprit proactif et force de proposition - Capacité à travailler en équipe et à participer aux instances dédiées à la lutte contre la fraude.
Descriptif de l'employeur	
L'Anah agit pour la rénovation, l'amélioration et l'adaptation de l'habitat privé dans tous les territoires et au bénéfice de tous les Français. L'Agence aide les propriétaires à concevoir et à réaliser leurs projets de travaux, en leur accordant des aides financières. Elle finance également les collectivités locales et leurs opérateurs dans le cadre de leur politique locale de l'habitat pour intervenir sur leur territoire, rénover les centre-anciens et lutter contre les logements vacants ou indignes. L'Anah pilote France Rénov', le service public de la rénovation de l'habitat. Elle est l'un des acteurs majeurs de la politique de rénovation énergétique des logements grâce à la distribution de MaPrimeRénov'. En 2025, l'Agence a accordé 4,39 milliards d'aides pour permettre la rénovation de près de 379 428 logements. Aujourd'hui l'Anah accompagne aussi la perte d'autonomie avec MaPrimeAdapt', la principale aide de l'État pour l'adaptation à la perte d'autonomie pour les personnes âgées ou en situation de handicap. L'Agence compte plus de 300 agents de profils extrêmement diversifiés, de tous statuts (fonctionnaires, contractuels, apprentis, stagiaires...). Le panel des expertises recherchées est aussi large que les métiers de l'Agence sont variés.	
Descriptif du service	

La DMR est chargée de concevoir, mettre en œuvre et ajuster les dispositifs de maîtrise des risques de l'Agence, évaluer et sécuriser les processus, détecter et piloter les contrôles relatifs aux tentatives de fraude, détecter et contrôler les non-conformités post-solde et réaliser des missions d'audit.

La DMR est composée de 27 agents qui se répartissent dans deux services :

- le service des contrôles et de l'audit
- le service lutte contre la fraude